L'Hégémonie comme productrice d'utopies et de dystopies vécues[1]

Virginia R. DOMINGUEZ
Université de l'Illinois à Urbana-Champaign

Les liens entre l'hégémonie, les utopies et les dystopies ne sont pas évidents, bien qu'ils aient été conceptualisés ensemble dans certains travaux de ces dernières années[2]. Le fait qu'*Anthropen* puisse être considéré en relation avec ces trois éléments est le sujet de cette contribution. Je soutiendrai ci-dessous qu'*Anthropen* répond à une hégémonie, aspire à défier cette hégémonie, est motivé par ce que certains pourraient considérer comme des valeurs utopiques, et rencontre une variété de dystopies vécues. J'explorerai d'abord le concept d'hégémonie, en particulier en anthropologie, ses usages et ses perspectives, et la raison pour laquelle il séduit de nombreux anthropologues contemporains. J'examinerai ensuite ses limites, en explorant les ambiguïtés de l'hégémonie et de la contre-hégémonie, et je conclurai en évaluant les aspirations d'*Anthropen* dans un monde marqué par l'inégalité.

1 Le concept d'hégémonie dans l'anthropologie anglophone

L'hégémonie est un concept très utilisé dans la recherche et les écrits en anthropologie sociale et culturelle, mais, fait intéressant, il n'est pas souvent défini par les anthropologues qui l'utilisent. D'autres disciplines le définissent de manière plus générale et, par conséquent, les dictionnaires ont tendance à suivre ces exemples[3], mais l'utilisation anthropologique typique de l'hégémonie est plus étroite et plus spécifique. Elle

[1] Ce chapitre a été traduit de l'anglais vers le français par Anne-Hélène Kerbiriou. Il fait suite à l'entrée « Hégémonie » publiée dans *Anthropen*. L'entrée sur *Anthropen* inclut les références à Brow (1988), Frankenberg (1988), Hoare and Smith (2005), Kurtz (1996) et Williams (1977).

[2] Voir, par exemple, *Human Rights, Hegemony, and Utopia in Latin America : Poverty, Forced Migration and Resistance in Mexico and Colombia* (Bustillo et Mares 2016) ; « Lifelong education and the World Wide Web : American Hegemony or Diverse Utopia ? » (Boshier, Wilson et Qayyum 2010) ; et « Escaping the Panopticon : Utopia, Hegemony, and Performance in Peter Weir's *The Truman Show* » (Lavoie 2011).

[3] Par exemple, dans la définition anglaise, Wikipedia, se basant sur diverses définitions disponibles, définit l'hégémonie comme « la prédominance politique, économique ou militaire d'un État sur les autres,

suit de près les idées du journaliste italien du XX^e siècle, Antonio Gramsci, qui cherchait à expliquer le maintien des classes supérieures (ou des classes socio-économiques au pouvoir) par des idées et des valeurs plutôt que par la simple puissance militaire ou physique. Les dictionnaires affirment donc que Gramsci s'intéressait à l'hégémonie culturelle et suggèrent ensuite que tous les domaines qui suivent Gramsci à cet égard posent en réalité le problème en termes de culture. Ils affirment donc que leur usage de l'hégémonie est en réalité une référence à l'hégémonie culturelle, ce qui inclut l'usage typique en anthropologie. Il s'agit d'une erreur, mais il est important de connaître la variété des usages du terme, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'anthropologie.

La plupart des anthropologues ne qualifient pas leur utilisation du terme hégémonie en l'appelant hégémonie culturelle. Ils l'appellent simplement hégémonie et ont tendance à l'utiliser comme une alternative aux notions anthropologiques standard de la culture des XIX^e et XX^e siècles. Gramsci était connu pour être marxiste et pour s'intéresser de près aux classes socio-économiques et à la reproduction des élites. Certains des anthropologues qui utilisent le terme et le concept aujourd'hui se considèrent également comme marxistes ou comme des anthropologues qui travaillent sur l'économie politique, mais beaucoup ne le font pas. Le terme est utilisé pour signaler la présence de différences de pouvoir dans une société, mais pas nécessairement dans un cadre marxiste. Le terme est utilisé par presque tous les anthropologues qui parlent ou écrivent sur l'hégémonie pour signaler le contraire du consensus ou du simple partage tels que l'impliquent supposément de nombreux concepts plus anciens de la culture. Il est donc important de considérer que son utilisation a quelque chose de délibéré parmi les anthropologues, quelque chose qui a sa propre histoire au sein de l'anthropologie, et que les anthropologues qui utilisent le terme ne le limitent pas à la notion qu'implique l'hégémonie culturelle.

Les dictionnaires standard (du moins en anglais et en ligne) insistent sur la domination et c'est certainement un élément clé du concept d'hégémonie, mais ils parlent aussi généralement des pays en tant qu'hégémons, c'est-à-dire comme de pays ayant du pouvoir sur d'autres pays en matière de commerce, de diplomatie ou d'action militaire[4]. Les anthropologues sont généralement plus intéressés par les différences de pouvoir au sein des sociétés et par les aspects particuliers de la notion d'hégémonie de Gramsci qui l'améliorent par rapport à de nombreuses notions de culture. Il s'agit de : (1) l'idée que l'hégémonie est partielle, en d'autres termes, qu'elle n'est jamais totale ; (2) l'idée que de nombreuses personnes qui ne bénéficient pas d'une certaine croyance ou d'une certaine valeur partagent ces croyances ou ces valeurs même si elles semblent

ou le contrôle de celui-ci sur les autres » (traduction libre), en ajoutant que « dans la Grèce antique (entre le VIII^e et le VI^e siècle avant notre ère), le terme hégémonie désignait la domination politico-militaire d'une cité-État sur d'autres cités-États [...] et qu'au XIX^e siècle, l'hégémonie en était venue à signifier "la prédominance sociale ou culturelle ; la prédominance ou l'ascendant d'un groupe au sein d'une société ou d'un milieu". Plus tard [poursuit l'encyclopédie en ligne], on a pu utiliser ce terme pour désigner "un groupe ou un régime exerçant indûment une influence au sein d'une société". Il a pu également désigner la prédominance géopolitique et culturelle d'un pays sur les autres, et de cela dérive le mot *hégémonisme*, comme dans l'idée que les Grandes puissances avaient pour intention d'établir leur hégémonie sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine ». Et, d'après Brian Schmidt au Forum de Rhodes, l'*Oxford English Dictionary* définit l'hégémonie comme « l'autorité, la prédominance, la prépondérance ; en particulier le commandement ou l'autorité prépondérante d'un État ou d'une confédération ou d'une organisation sur les autres ».

[4] Jan Aart Scholte, professeur de Paix et Développement à l'École des études globales de l'Université de Göteborg, discute de cette pratique dans un article intitulé « Hegemony and its practices in world politics ».

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

profiter à ceux qui sont au pouvoir ; et (3) l'idée que le changement est possible de l'intérieur.

Certains aspects de la notion d'hégémonie de Gramsci correspondent à certains aspects des notions anthropologiques de la culture que de nombreux anthropologues utilisent depuis longtemps, en particulier aux États-Unis, au Canada et dans d'autres communautés savantes qui ont tendance à suivre la tradition anthropologique américaine et à s'appeler anthropologues culturels. Pour les plus importantes d'entre elles, certaines idées sont considérées comme allant de soi, c'est-à-dire qu'elles sont très répandues et sont souvent incontestées par les membres d'une communauté ; il s'agit de ce que Pierre Bourdieu considérait comme la doxa et pensait être dans l'univers de l'incontesté. Les anthropologues ont souvent repéré des choses que les gens considèrent comme allant de soi et qu'ils enseignent à leurs enfants et petits-enfants (voir Ciavolella 2020). Dans le passé, ils ont appelé ces choses « culturelles », mais de nombreux anthropologues qui utilisent aujourd'hui le mot « hégémonie » (ou son adjectif « hégémonique ») pensent que ces notions d'acquis (et plus précisément cet usage du concept de culture) sont trop simples et souvent même naïves. Ces anthropologues (qui utilisent le concept d'hégémonie) pensent que le concept de culture ne reconnaît pas les différences de pouvoir au sein d'une communauté ou spécifiquement les conséquences de ces différences au sein d'une même communauté. Ils peuvent également s'inquiéter du fait que les notions anthropologiques de la culture utilisées dans le passé n'envisagent pas que le changement puisse se produire de l'intérieur, ou même être possible de l'intérieur. Et ils s'inquiètent clairement du fait que ces anciennes notions anthropologiques de la culture n'envisagent pas la dissidence au sein d'une communauté particulière, à l'exception de la dissidence exprimée par certains de leurs membres qui ont passé du temps ailleurs et ont été influencés par d'autres sociétés ou communautés. Bien sûr, il existe des spécialistes des études culturelles – ainsi que des anthropologues – associés à des communautés minoritaires qui utilisent le terme culture de manière critique et plus proche de la notion d'hégémonie de Gramsci.

Une définition anthropologique utile de l'hégémonie est celle proposée par Jean et John Comaroff à la page 19 de leur livre commun de 1991 (bien que Laura Nader y ait fait allusion un peu plus tôt). Les Comaroff écrivent que l'hégémonie est :

> Un ordre de signes et de pratiques, de relations et de distinctions, d'images et d'épistémologies – tirés d'un champ culturel historiquement situé – qui en viennent à être considérés comme allant de soi, comme la forme naturelle et reçue du monde et de tout ce qui l'habite.

C'est pourquoi son pouvoir est si souvent situé dans ce qu'il réduit au silence, dans le fait qu'il empêche les gens de penser et de dire, dans ce qu'il place au-delà des limites du rationnel et du crédible… Pour ces raisons, il est rarement contesté directement.

Remarquez plusieurs points soulevés ici. Les Comaroff mettent l'accent sur l'histoire lorsqu'ils disent qu'un ordre de signes, de pratiques, de relations, de distinctions, d'images et d'épistémologies sont « tirés d'un champ culturel historiquement situé ». Ils insistent sur leur caractère d'évidence, ou ce que l'on pourrait aussi appeler la

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

naturalisation de ces choses. Ils mettent également l'accent sur le pouvoir et la façon dont le pouvoir réduit au silence. Et ils soulignent ses effets – que les hégémonies (ou les choses qui sont hégémoniques) rendent certaines choses pensables et certaines autres impensables. La dernière partie de ce qu'ils disent ici est également importante, bien qu'elle ne soit pas largement discutée ou même acceptée. Ils mentionnent la contestation (ou simplement l'acte de contester l'hégémonique), mais ils affirment que les hégémonies sont « rarement contestées directement ». Il est important de noter que les Comaroff affirment que les hégémonies sont contestées mais qu'il est vraiment difficile de les contester. Cette partie sur la contestation est un effort pour penser que le changement et la dissidence se produisent au sein d'une communauté ; il s'agit par conséquent d'un effort de contester les vues de la culture partagée qui font apparaître les individus comme de simples automates.

Un exemple d'application utile de la notion d'hégémonie est l'idée dans une grande partie du monde (mais pas dans le monde entier) que la minceur est préférable à l'embonpoint. Aux États-Unis, l'une des grandes industries est celle des régimes alimentaires. De nombreuses personnes, en particulier des femmes, pensent qu'elles devraient être plus minces et suivent donc des régimes pour perdre du poids. Et beaucoup de gens disent des choses qui impliquent que quelque chose ne va pas chez les personnes qui ne sont pas minces. Cela inclut les professionnels de la santé qui s'inquiètent des personnes qui répondent à leurs critères d'obésité, mais les professionnels de la santé ne sont certainement pas les seuls à contribuer à ce discours sur le poids. Aux États-Unis, il existe une organisation[5] qui lutte contre cette idée de la minceur comme idéal (en d'autres termes, qui conteste cela), mais beaucoup de choses dans cette société (c'est-à-dire aux États-Unis) promeuvent la minceur comme une valeur, tant en termes de beauté que de santé.

Un exemple d'application plus complexe du concept d'hégémonie est l'idée que la judéité est hégémonique en Israël. L'État d'Israël a toujours eu de nombreux citoyens qui ne sont pas juifs, bien qu'il se soit toujours présenté comme un pays pour les Juifs et par les Juifs. Est-ce suffisant pour qualifier la judéité d'hégémonique en Israël ? C'est possible, mais (1) il y a à la fois des Juifs et des non-Juifs en Israël qui ne pensent pas qu'Israël devrait être une société juive, et ils ne représentent pas une petite fraction de la population ; (2) il se pourrait bien que ce soit l'État sioniste qui rende la judéité hégémonique en Israël et non la population dans son ensemble (3) pour les Juifs israéliens d'origine non ashkénaze (c'est-à-dire d'origine non européenne du Nord ou de l'Est), la judéité n'est pas un problème et il se pourrait bien que la judéité ashkénaze soit ce qui est véritablement hégémonique ; et (4) il est difficile d'affirmer que la non-judéité est réduite au silence en Israël alors que tant de guerres et de protestations visent explicitement à créer un État palestinien ou au moins à accorder des droits égaux aux Palestiniens en Israël. On peut donc se demander s'il est utile de considérer la judéité comme hégémonique en Israël, même si l'idée mérite d'être étudiée.

[5] Elle s'appelle la National Association to Advance Fat Acceptance, NAAFA (Association nationale pour promouvoir l'acceptation de l'embonpoint), et elle cherche à modifier le récit stéréotypé relatif à l'embonpoint, à lutter pour les droits des personnes grosses et à susciter davantage de respect des gens quelles que soient les caractéristiques de leur corps.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

Un exemple encore plus complexe est l'idée que la blancheur (ou la valeur du blanchiment) est hégémonique au Brésil. Une grande partie de la population brésilienne a des ancêtres qui ne sont pas européens. Une partie est originaire d'Afrique subsaharienne, une autre est indigène de l'Amazonie, une autre est japonaise et une autre encore comprend des ancêtres venus d'ailleurs. Les personnes qui détiennent le pouvoir culturel, économique et même politique national sont généralement blanches (branco), sont perçues comme blanches et se considèrent comme telles. Cela signifie-t-il que la blancheur est hégémonique au Brésil ? Est-ce que tout le monde au Brésil veut se blanchir, blanchir ses enfants, sa communauté ou sa conscience de soi pour cette raison ? Il y a très peu de preuves que ce soit le cas, bien que certaines pratiques suggèrent qu'une partie de ce phénomène puisse être partagée par des gens ne faisant pas partie des élites (pensez à la chirurgie esthétique, aux crèmes blanchissantes et aux modèles de mariage qui impliquent une préférence masculine pour une épouse à la peau claire)[6]. D'autre part, la question à se poser est de savoir si c'est la blancheur qui est hégémonique ou plutôt un système racial qui repose sur l'esclavage européen des Africains subsahariens.

Tous les anthropologues, bien sûr, n'utilisent pas les termes hégémonie ou hégémonique. Sally Engle Merry (2003) a parlé de l'influence du concept d'hégémonie sur l'anthropologie, mais cela ne signifie pas pour autant que tous les anthropologues l'utilisent. En fait, beaucoup ne l'utilisent pas, et pas seulement parce qu'ils ont été formés pour penser à la culture et au culturel. Pour certains, le problème réside dans l'idée que la grande majorité des personnes d'une société y adhère, que cela leur soit bénéfique ou non. Certains de ces anthropologues s'inquiètent du fait que le concept d'hégémonie critique inutilement les classes inférieures et ils préfèrent, à la place, écrire sur l'agentivité. Pour certains anthropologues, le problème est que le concept d'hégémonie implique une situation qui peut ou non exister mais qui est censée exister, même sans recherche appropriée. Néanmoins, la présence de différences de pouvoir dans une société ou même dans une petite communauté autoproclamée en fait un concept utile à la réflexion des anthropologues.

Une question connexe, bien sûr, est celle de la contre-hégémonie. Comme l'expression l'indique, il s'agit d'idées ou de mouvements qui vont à l'encontre de ce qui est perçu comme une hégémonie, mais on ne sait jamais très bien ce qui est considéré comme contre-hégémonique, ni si la visibilité ou l'influence comptent. Par exemple, l'organisation que j'ai mentionnée plus haut et qui défend les personnes obèses aux États-Unis – la National Association to Advance Fat Acceptance (NAAFA) – cherche effectivement à changer le récit typique aux États-Unis sur l'embonpoint, à lutter pour les droits des personnes obèses et à accroître le respect des personnes indépendamment des caractéristiques de leur corps. À ces égards, il est clair qu'elle conteste l'industrie des régimes et même l'idée que les gens ne devraient pas être en surpoids. Mais quelle est la visibilité de cette organisation et quelle est son influence ? Internet m'a permis de la trouver facilement mais, à vrai dire, je dirais que je ne la connaissais pas auparavant, et je ne crois pas que ce soit simplement parce que je suis moins informée que

[6] *Pretty Modern : Beauty, Sex, and Plastic Surgery in Brazil (2010)*, ouvrage primé de l'anthropologue Alexander Edmonds, explore certains aspects de ce phénomène à l'issue d'un long travail de terrain au Brésil. Pour Edmonds, la chirurgie esthétique n'est pas seulement de la chirurgie. Elle est révélatrice de tendances sociales au Brésil, y compris de conflits et d'aspirations.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

d'autres. Alors, est-ce un exemple de quelque chose qui est tellement saturé dans une société que les contestations existent mais que leur présence et leur influence sont très limitées ? Et serait-ce quelque chose qui pourrait être mieux étiqueté comme culture ou même idéologie et non comme hégémonie ?

Le cas de la judéité d'Israël est également pertinent. Il existe une opposition claire au sionisme, tant en Israël qu'en dehors d'Israël, mais il est moins évident qu'il existe une opposition à l'idée que l'État d'Israël est pour les Juifs et privilégie les Juifs. En fait, les sionistes et les antisionistes sont largement d'accord pour dire que l'État d'Israël est pour les Juifs et qu'il les privilégie. La différence est de savoir si cela est considéré comme une bonne ou une mauvaise chose. L'État d'Israël permet aux non-Juifs d'être citoyens et même de le devenir, mais il accorde la citoyenneté israélienne, en vertu de la loi du retour, à tout Juif qui s'y installe depuis l'extérieur d'Israël. La mise en œuvre de cette loi peut être compliquée, et même injuste, comme Joyce Dalsheim l'explique clairement dans son dernier livre sur le problème juif d'Israël (*Israel Has a Jewish Problem : Self-Determination as Self-Elimination*), mais l'idée elle-même n'est pas compliquée. L'État d'Israël a été créé par des Juifs pour des Juifs. La question ici est de savoir s'il s'agit d'une politique gouvernementale ou de l'illustration d'une idée hégémonique parmi les citoyens d'Israël. Certains diront que la distinction n'est pas grande, ou qu'elle n'est pas utile, ou même qu'elle n'est pas significative, mais elle est néanmoins intéressante car elle soulève des questions sur l'idée même d'hégémonie en premier lieu. Entre autres choses, ce cas soulève les questions de la source d'une idée, de la différence entre l'opposition politique et les mouvements contre-hégémoniques, et de la valeur de qualifier quelque chose d'hégémonique lorsqu'un grand nombre de personnes s'y opposent.

Un autre exemple des avantages et des inconvénients du concept d'hégémonie est l'existence de communautés utopiques intentionnelles. Celles-ci sont apparues au fil des ans dans de nombreuses régions du monde et, dans presque tous les cas, elles sont nées en opposition aux idées, valeurs et pratiques que certaines personnes considèrent comme dominantes – et je dirais même hégémoniques – dans les sociétés dans lesquelles elles vivent ou ont vécu. Mais ce qui est intéressant ici, c'est la différence entre les origines de ces communautés utopiques et leur reproduction au fil des ans. L'opposition – et j'utiliserais ici le terme de contre-hégémonie pour décrire le contexte dans lequel elles naissent – peut être un facteur de motivation important, mais il est moins évident que la contre-hégémonie décrive également ce qui se passe ensuite. Dans de nombreux cas, il existe une pression interne au sein de ces communautés utopiques, qui cherchent à transmettre leurs idées, leurs valeurs et leurs pratiques à leurs enfants et petits-enfants. Certains, comme les Amish et les Mennonites, se sont divisés en différentes communautés depuis leur fondation en Europe, et certaines de ces scissions ont été assez acrimonieuses. Si l'opposition à la société en général existe et peut être qualifiée de contre-hégémonique, cette opposition ne devient-elle pas hégémonique au sein de ces communautés utopiques ? Certaines d'entre elles, comme les plus récentes communautés « contre-culturelles » des États-Unis à la fin du XX^{e} siècle, sont restées opposées aux idées, valeurs ou pratiques qu'elles considèrent comme répandues dans la société dans laquelle elles vivent (comme le matérialisme), mais elles ont souvent eu des difficultés à garder les membres de la jeune génération en leur sein. Est-ce parce

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

que la contre-hégémonie devient elle-même hégémonique et ne peut se maintenir ? Certaines de ces communautés utopiques intentionnelles ont choisi de s'installer dans un endroit où elles pensaient pouvoir trouver la liberté d'être contre-hégémoniques, mais elles n'ont pas duré plus de quelques années. Les premières histoires de New Harmony dans l'Indiana, et de Yellow Springs dans l'Ohio en sont des exemples, mais de nombreux pays en ont ou en ont eu, également.

La propre opposition de Gramsci au fascisme italien est un bon rappel des forces de l'idée d'hégémonie, mais aussi de ses faiblesses. Antonio Gramsci souhaitait promouvoir un changement sérieux en Italie, et son idée d'hégémonie l'a aidé à articuler à la fois la domination idéologique et culturelle et la possibilité du changement lui-même. À bien des égards, l'attrait du concept d'hégémonie demeure pour de nombreux anthropologues et collègues intellectuels. Si l'idée de culture rendait difficile d'imaginer le changement ou la dissidence au sein d'une communauté, l'idée d'hégémonie le rend plus facile. Elle porte en elle à la fois le pouvoir de dominer (par les idées) et le pouvoir de résister à cette domination elle-même. Et je me demande si ce n'est pas là la pertinence continue de l'hégémonie dans les discussions sur les « biens communs », le libre accès et la distribution du savoir.

2 *Anthropen*, ses buts, ses défis et ses aspirations

Considérez ce que beaucoup d'entre nous recherchent dans « les biens communs » et « l'accès ouvert ». Il s'agit d'un monde qui aplanit vraisemblablement les différences d'accès, un monde qui contrecarre les inégalités économiques, politiques, linguistiques et militaires mondiales, et un monde dans lequel les personnes extérieures aux pays (et secteurs de pays) actuellement puissants peuvent contribuer à l'humanité d'une manière plus équitable, plus démocratique et plus juste. L'objectif est admirable, mais je me demande dans quelle mesure il est réaliste et s'il s'agit d'une aspiration plutôt que d'un objectif final. Permettez-moi d'être plus claire. Si l'un des objectifs d'*Anthropen* est d'aplanir les différences d'accès, de lutter contre les inégalités mondiales et de contribuer à un mode de vie plus juste et plus démocratique, doit-il être jugé en fonction de la concrétisation de ses objectifs, ou suffit-il d'aspirer à atteindre ces objectifs ? Le monde de l'édition est un secteur important à combattre, tout comme les inégalités dans le monde. Je ne veux pas m'opposer à tous les efforts déployés pour lutter contre ces inégalités, mais je pense qu'il est important d'en envisager les possibilités et les difficultés.

Permettez-moi de citer[7] un article coécrit par Francine Saillant et Mondher Kilani (2022), que j'ai traduit du français et qui doit figurer dans un livre que je coédite avec Mariano Perelman, de Buenos Aires.

> Les revues anglophones sont particulièrement présentes parmi les revues distribuées par les cinq grands éditeurs. De plus, cela est également vrai

[7] Dans la même publication, Saillant and Kilani donnent plusieurs informations que j'utilise ici avec leur autorisation.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

pour les revues incluses dans le Web of Science et dans le Science Citation Index, qui ne se limitent pas aux grands éditeurs[8].

L'attrait de la publication en anglais et « internationale » est immense, car c'est là que se trouve le prestige dont les auteurs ont besoin pour faire reconnaître leurs publications. L'anglicisation de la science existe déjà dans les sciences naturelles et biomédicales, et elle se poursuit, bien que plus lentement, dans les sciences humaines et sociales. De nombreux chercheurs ne sont pas très heureux de cette situation. Ce phénomène (de mondialisation économique et d'homogénéisation de la diffusion de la recherche, imposant l'anglicisation) a d'autant plus touché les sciences humaines et sociales au cours des 15 dernières années que les chercheurs ressentent le besoin de publier dans des revues internationales réputées avoir des facteurs d'impact élevés. Pour les grands groupes commerciaux, la science est internationale. Publier dans une langue autre que l'anglais est donc considéré comme moins international, de moindre valeur et de faible impact. Les publications originales et de haute qualité sont mises sous le tapis à cause de cette injustice épistémique et linguistique ainsi que de cette oligarchie indécente. De nombreuses voix dans le monde entier ont dénoncé cette réalité.

Saillant et Kilani décrivent les cinq grands éditeurs et la façon dont ils dominent le marché de l'édition aujourd'hui. Ils décrivent également la raison pour laquelle ces éditeurs publient en anglais, et je suis d'accord avec la nature répandue de cette pratique et avec leur description de la raison (et de la croyance) de ces éditeurs. Bien entendu, de nombreuses personnes dans le monde ne publient pas en anglais, de sorte que cette conviction des éditeurs exclut de facto de nombreux scientifiques et universitaires, ou oblige beaucoup d'entre eux à faire appel à des traducteurs (et à les payer). Il est intéressant de noter que ces grands éditeurs anglophones ne le savent pas, choisissent de l'ignorer ou pensent qu'ils sont simplement pragmatiques.

Il est important de noter que cet accent mis sur l'anglais et la concentration que décrivent Saillant et Kilani a d'abord commencé par les sciences médicales, biologiques et physiques, mais que le processus inclut désormais aussi, et affecte, les sciences humaines et sociales. Je soupçonne que l'utilisation de l'anglais – et la déclaration de facto de l'anglais comme langue de la science – est antérieure à ce moment historique, et qu'elle est passée largement inaperçue des chercheurs en sciences humaines et sociales jusqu'à ce que l'hypothèse et la pratique aillent plus loin, c'est-à-dire jusqu'à

[8] À propos du Web of Science, Saillant et Kilani font remarquer que : « Cette affirmation est en général corroborée par ce qu'en atteste l'univers limité des près de 27 000 revues figurant dans les index de Web of Science (WoS) – dont, au premier plan, le Science Citation Index – publiés en anglais pour la plupart. Cependant, plus de 9 000 revues scientifiques à évaluation par les pairs sont publiées dans d'autres langues, le français (3 500), l'allemand (2 700), l'espagnol (2 300) et le chinois (1 400) y contribuant pour la plus grande part. La plupart de ces revues sont exclues des prestigieux index de revues, ce qui perpétue l'idée selon laquelle l'anglais est la linga franca mondiale ».
http://www.insidehighered.com/2018/03/13/domination-english-language-journal-publishing-hurting-scholarship-many-countries. À côté du Web of Science, Ulrichs Web représente un autre outil. Il comprend des revues du monde entier et couvre un très large terrain. Il comprend 132 381 revues universitaires en activité dans toutes les langues. Sur ce nombre, la langue de publication de 43 752 d'entre elles n'est pas l'anglais. Remarquez que ce nombre est bien plus élevé que le nombre de revues publiées par les cinq plus grands éditeurs. Ces nombres très élevés, néanmoins, nous laissent entendre que la définition de ce qu'est une revue doit être assez ample ici. Note de la rédaction : l'article de Saillant et Kilani paraîtra en décembre 2022 en français dans la *Revue internationale des sciences sociales*.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

ce qu'elle pénètre dans les sciences humaines et sociales à mesure que le monde de l'édition se concentre. À l'instar de l'inflation, qui a parfois été qualifiée d'inflation rampante et parfois d'inflation galopante[9], cette concentration et l'accent mis sur l'anglais sont au moins rampants. Ce n'est peut-être pas encore une inflation galopante, mais le rythme du changement a été assez rapide et la concentration et l'anglophilie apparente ont été assez conséquentes. Il est difficile de prévoir ce que cela signifie pour l'avenir. C'est un euphémisme de dire que c'est inquiétant.

Tous les domaines sont désormais touchés, et cela inclut clairement l'anthropologie. Toute l'anthropologie est prise dans ce mouvement, et pas seulement l'anthropologie biologique. Bien qu'il existe de nombreux types d'anthropologie (et je ne parle pas seulement des quatre domaines standard de l'anthropologie boasienne américaine, à savoir l'anthropologie linguistique, l'archéologie anthropologique, l'anthropologie biologique/physique et l'anthropologie culturelle), la majeure partie de l'anthropologie est sociale et culturelle (appelée sociale en Grande-Bretagne et par ses partisans et appelée culturelle aux États-Unis et par ses partisans, mais assez similaire, néanmoins). Les anthropologues les plus orientés vers la science, c'est-à-dire les anthropologues biologiques, ont été les premiers à rencontrer ce problème, mais la domination de la langue anglaise et la domination de l'édition par certains grands éditeurs très rentables ont également de plus en plus affecté les anthropologues moins orientés vers la science. En effet, nous pouvons maintenant parler de la domination de l'édition en langue anglaise par un petit nombre d'éditeurs à but lucratif comme affectant la partie des sciences sociales de l'anthropologie ainsi que la partie plus orientée vers les humanités (comparable dans le meilleur sens possible aux sciences humaines en français). C'est donc maintenant que l'agglomération est la plus palpable que nous pouvons voir si des fissures peuvent être développées et, je crois, élargies par une collaboration stratégique.

En ce qui concerne les fissures et la possibilité de les élargir, je cite le même article de Saillant et Kilani, mais maintenant dans une section qu'ils intitulent « Formes de résistance à la concentration de la production du savoir dans le monde en général et au Québec même ». L'accent que je mets ici est clair. Ils souhaitent des fissures, sinon une véritable résistance de masse. Et mon propre espoir est que les fissures puissent effectivement être élargies, et qu'*Anthropen* puisse être un exemple réussi. Si Gramsci avait raison de dire que l'hégémonie n'est jamais que partielle, cela signifie qu'il y a toujours des failles, voire des contre-hégémonies, et c'est sur cette base que les propos de Saillant et Kilani prennent tout leur sens.

Sur la résistance, écrivent-ils :

> Il faut noter les critiques acerbes et publiques de l'éditeur le plus agressif, Elsevier, notamment en ce qui concerne le coût de la connaissance (pro-

[9] J'ai commencé à me familiariser avec ces termes en effectuant des recherches sur l'inflation en général, puis au sujet de la République de Weimar des années 1920. Je me suis beaucoup intéressée à l'inflation en Israël dans les années 1980, qui était très élevée, mais nulle part autant que dans l'Allemagne des années 1920 (Dominguez 1990). Il est évident qu'il y a eu d'autres cas de forte inflation – tant dans d'autres lieux qu'à d'autres époques. Les économistes ont étudié l'inflation en utilisant ces termes et ils ont presque toujours été employés dans les études portant sur l'argent, sa valeur d'échange et sa valeur d'usage. Ici j'ai choisi d'élargir cette idée au-delà de l'argent, pensant que cela peut être révélateur

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

duction et diffusion du savoir). Des scientifiques prestigieux ont appelé au boycott de ce modèle et de ces éditeurs.[10] Parallèlement, certaines universités et leurs bibliothèques, dont Harvard et l'Université de Californie, commencent à refuser de négocier avec eux.[11]

Les coûts d'abonnement de ces institutions ont augmenté de 30% au cours des cinq dernières années. Il est néanmoins difficile de maintenir ce mouvement car les jeunes chercheurs ont besoin que leurs publications soient reconnues s'ils veulent être promus et les chercheurs seniors doivent s'y plier pour conserver leur financement (Larivière, Haustein et Mongeon 2015). Ailleurs, on observe également une contestation des pratiques associées à l'évaluation de la qualité et de la performance de la recherche, notamment toute dépendance aux facteurs d'impact (voir Sauder, Espeland et Nelson 2019).

La déclaration de San Francisco en témoigne[12]. Ses signataires réclament des critères autres que le nombre de citations d'articles. Les solutions souvent préconisées par ceux qui contestent la concentration que nous décrivons ici, notamment les promoteurs du dictionnaire en ligne *Anthropen*, sont celles qui se rangent du côté de l'idée d'une science ouverte et du libre accès. Des solutions sont mentionnées dans la Déclaration de Budapest[13] et l'UNESCO les défend également, puisqu'elle a récemment consacré un temps de réflexion à la science ouverte lors de sa « Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement »[14].

Ces initiatives et réflexions (celles de la Commission européenne, de l'UNESCO, et d'autres cas) ne peuvent pas changer le modèle économique dans son ensemble, mais elles peuvent rendre visibles et crédibles des alternatives au modèle dominant.

Ainsi, si le monde évolue dans une direction particulière, caractérisée par des hégémonies superposées – linguistique, économique et scientifique –, *Anthropen* fait partie d'un mouvement contre-hégémonique. Il ne peut pas être recherché comme une utopie dans la production de connaissances, car cela signifierait imaginer une société parfaite et définir ce que cela signifierait. Ce serait un objectif assez noble mais pas exactement réaliste, et *Anthropen* est trop pratique pour imaginer qu'il puisse changer le monde à ce point, ou même que définir la « perfection » serait facile. Mais il s'efforce certainement de changer à la fois la domination anglophone et la privatisation et la concentration motivées par le profit. Certains qualifieraient probablement cet objectif d'utopique et de peu réaliste, mais même s'il n'est pas utopique en soi, je dirais certainement qu'il est contre-hégémonique dans son idée, ses valeurs et ses pratiques.

[10] Dans cette note de bas de page, Saillant et Kilani encouragent les lecteurs à « voir plus de détails sur le site Internet suivant : http://thecostofknowledge.com».

[11] Il en va de même pour l'Université de Californie ; voir http://osc.universityofcalifornia.edu/open-access-at-uc/publisher-negotiations/uc-and-elsevier.

[12] On peut consulter la Déclaration de San Francisco ici : http://sfdora.org/read/.

[13] Voir le rapport suivant en ligne : https://www.coalition-s.org/addendum-to-the-coalition-s-guidance-on-the-implementation-of-plan-s/principles-and-implementation/. On peut également découvrir l'histoire de la Déclaration de Budapest sur le plan de l'accès libre sur les sites Internet suivants : 1) The Budapest Open Access Initiative, et (2) the Budapest Open Access Initiative dix ans plus tard.

[14] Voir le site Internet de la Commission française à l'UNESCO.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

Il vaut la peine de réfléchir à l'utopie et à la contre-hégémonie – et même de les opposer – car cela peut aider à clarifier ce que je considère comme les objectifs d'Anthropen et ce que j'ai appelé son caractère pratique. L'utopie est un terme largement associé à Sir Thomas More dont le livre intitulé *Utopie* a été publié en 1516. More est réputé avoir inventé le concept d'utopie et l'avoir nommé. Au fil des ans, le terme est devenu plus largement utilisé, bien que le livre de More paru en 1516 soit toujours connu et cité. Je dirais que les écrits contemporains sur l'utopie ne prétendent pas que la perfection soit atteignable, mais ils font l'éloge de tout processus d'aspiration à une société meilleure. Il n'est pas surprenant que la science-fiction soit le genre principal pour écrire sur l'utopie ou pour l'illustrer. Un dictionnaire en ligne définit aujourd'hui l'utopie comme « un lieu ou un état de choses imaginé dans lequel tout est parfait ». Un autre dit que l'utopie est « un lieu de perfection idéale, en particulier dans les lois, le gouvernement et les conditions sociales ». Dans ces deux cas, le parfait et la perfection sont inclus dans ces définitions, mais ces lieux ne sont jamais réels. Ainsi, peut-être paradoxalement, ces écrits sur l'utopie plaident pour le changement comme moyen de critiquer les sociétés existantes et les hégémonies existantes, mais ils ne sont pas fixés dans le présent.

Le mot contre-hégémonique a une généalogie différente. Il ne s'agit pas de perfection et d'imperfection, et il n'a de sens qu'en référence à l'hégémonique. Ce sont des termes qui renvoient à Gramsci et clairement à la partialité de la domination idéologique. Ils ont un sens par rapport aux sociétés existantes et non par rapport aux sociétés futures. Ils n'appartiennent donc pas au monde de la science-fiction. Ils habitent le monde d'aujourd'hui, le monde de la domination et de la résistance, le monde de la partialité et de la dissidence. La différence entre utopie et contre-hégémonie est donc significative et très pertinente pour *Anthropen* et ses objectifs. Ses objectifs sont de critiquer les pratiques et les hypothèses actuelles, mais de le faire en pratique et pas seulement en paroles. Les critiques sont possibles, mais Anthropen ne se contente pas de critiquer. Il offre un lieu qui assume et habite la critique. Il ne propose pas la vision d'un monde futur, utopique ou dystopique, mais son contraire. Il cherche à intervenir dans le présent.

Mais c'est aussi dans cette veine que je m'inquiète un peu pour *Anthropen*. Envisager un lieu non anglophone correspond à cet objectif contre-hégémonique au Canada, mais je ne suis pas du tout sûre que cela fonctionne de la même manière à l'extérieur du Canada. Après tout, beaucoup de ceux qui choisissent d'articuler leurs idées en français ont appris le français comme la langue des érudits et la langue du gouvernement dans les régions occupées par les Français. Le français est devenu la langue des élites, mais seulement pendant et à cause de la domination coloniale française. Ainsi, l'intervention francophone d'*Anthropen* n'est peut-être pas aussi contre-hégémonique que prévu, en Afrique du Nord francophone, en Afrique de l'Ouest francophone, en Indochine francophone et au Moyen-Orient francophone, sans parler du rôle du français, de la littérature française et des beaux-arts comme « culture » privilégiée de beaucoup d'autres (y compris en Amérique latine et dans une grande partie de l'Europe) au cours des derniers siècles[15]. Son orientation francophone ne communique tout simple-

[15] Que l'on pense à la présence des chapitres et des instituts de l'Alliance francaise dans le monde entier, au moins jusqu'à la fin des années 1960.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

ment pas l'utopie, la rébellion ou quoi que ce soit qui ressemble de près ou de loin à une contre-hégémonie dans une grande partie de ce monde. Et c'est effectivement une limite sérieuse aux objectifs contre-hégémoniques de l'initiative québécoise. Est-ce important ? Peut-être que cela n'a pas d'importance si ses origines – son but – sont rendus plus clairs, et peut-être que cela n'en aura pas si *Anthropen* s'oriente davantage vers la contre-hégémonie globale plutôt que vers le privilège de l'anthropologie francophone face à la domination anglophone.

C'est donc ici que la dystopie doit être discutée et qu'*Anthropen* peut jouer un rôle utile. Il est clair que nous ne vivons pas dans un monde utopique. Si la dystopie est le contraire de l'utopie, cela signifie-t-il automatiquement que nous vivons dans un monde dystopique ? Ce n'est pas l'intention de tous ceux qui, à ma connaissance, réfléchissent aux utopies et aux dystopies[16]. Si l'utopie fait référence à une société parfaite, la dystopie devrait faire référence à une société réellement imparfaite, mais, fait intéressant, pas à une société existante. Comme je l'ai dit plus haut, l'hégémonie et la contre-hégémonie sont en fait des concepts qui font référence à des sociétés existantes, à des modes de domination et à des modes de résistance. Ils ne sont pas vraiment binaires. Ils soulignent les alternatives aux modes existants de domination idéologique, et c'est utile. Le binarisme implicite dans les idées de perfection et d'imperfection peut être idéologiquement attrayant, mais je ne pense pas qu'il soit très utile pour imaginer des alternatives. Il s'agit là d'une posture trop extrême.

Il est vrai que l'égalitarisme ne décrit pas le monde actuel, et que des hégémonies existent, tant en ce qui concerne l'usage de l'anglais que les idées, les pratiques et la domination du capitalisme. Mais s'en tenir à ce binaire utopique-dystopique, je crois, reviendrait à plaider pour une révolution et un bouleversement total comme seule forme possible de changement, et je ne pense pas qu'*Anthropen* le fasse. Je pense qu'*Anthropen* adopte une approche contre-hégémonique qui, à mon avis, n'est pas dystopique. *Anthropen* attire l'attention sur les hégémonies du moment et participe à des mouvements pour y résister et élargir les fissures, mais je pense qu'il est pragmatique. Sa plus récente expérience de partenariat avec le WCAA (World Council of Anthropological Associations) et d'interventions multilingues montre sa flexibilité et son pragmatisme. Mais il a besoin d'adhérents – et pas seulement dans le monde francophone – pour être remarqué et avoir un quelconque impact. Sinon, il tomberait rapidement dans le genre de science-fiction qui existe actuellement – une forme de critique de la société contemporaine qui n'est pas imaginable actuellement et qui ne peut exister que dans des textes qui attirent l'attention sur l'imperfection des sociétés humaines, soit en produisant des caricatures fictives de la société contemporaine (dystopie), soit en créant des sociétés fictives qui sont de sérieuses améliorations des sociétés contemporaines, mais qui restent fictives.

[16] On peut mentionner en exemple l'ouvrage de Dan Chodorkoff, *The Anthropology of Utopia :Essays on Social Ecology and Community Development* (2014). Beaucoup de ses chapitres envisagent les questions écologiques et sociale en relation avec l'utopie et le socialisme utopique.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505

Références

Boshier, R., M. Wilson et A. Qayyum, (1999), « Lifelong education and the World Wide Web : American Hegemony or Diverse Utopia ? », *International Journal of Lifelong Education* vol. 18, n°4, p. 275-285.

Bourdieu, P. (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Librairie Droz.

Brow, J. (1988), « In Pursuit of Hegemony : Representations of Authority and Justice in a Sri Lankan Village », *American Ethnologist,* vol.5, n°2, p. 311-327.

Bustillo, C.P. et K.H. Mares, (2016), *Human Rights, Hegemony, and Utopia in Latin America : Poverty, Forced Migration and Resistance in Mexico and Colombia*, Leyde, Brill, Critical Social Sciences Series.

Ciavolella, R. (2020), « Les deux Gramsci de l'anthropologie politique : autour du débat sur domination et émancipation », *Condition humaine/conditions politiques. Revue internationale d'anthropologie du politique*, vol. 1. hal-03098447 .

Chodorkoff, D. (2014), *The Anthropology of Utopia : Essays on Social Ecology and Community Development*, The Anarchist Library, en ligne.

Comaroff, J. et J. Comaroff, (1991), *Of Revelation and Revolution*, Chicago, University of Chicago Press.

Dalsheim, J. (2019), *Israel Has a Jewish Problem : Self-Determination as Self-Elimination*, Oxford, Oxford University Press.

Dominguez, V. R. (1990), « Representing Value and the Value of Representation : A Different Look at Money », *Cultural Anthropology*, vol.5, n°1, p. 16-44.

Edmonds, A. (2010), *Pretty Modern : Beauty, Sex, and Plastic Surgery in Brazil*, Durham (N.C.), Duke University Press.

Frankenberg, R. (1988), « Gramsci, Culture, and Medical Anthropology : Kundry and Parsifal ? Or Rat's Tail to Sea Serpent », *Medical Anthropology Quarterly*, vol.2, n°4, p. 324-337.

Gramsci, A. (1996), *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard.

Hoare, Q. et G.N. Smith, (dir.) (2005), *Antonio Gramsci : Selections from The Prison Notebooks*, Londres, Lawrence and Wishart.

Kurtz, D. V. (1996), « Hegemony and Anthropology : Gramsci, Exegeses, Reinterpretations », *Critique of Anthropology*, vol.16, n°2, p. 103-135.

Lavoie, D. (2011), « Escaping the Panopticon : Utopia, Hegemony, and Performance in Peter Weir's *The Truman Show* », *Utopian Studies*, vol. 22, n°1, p. 52-73.

Merry, S. E. (2003), « Hegemony and Culture in Historical Anthropology : A Review Essay on Jean and John L. Comaroff's Of Revelation and Revolution », *The American Historical Review*, vol.108, n°2, p. 460-470.

More, T. (1966), *Le traité de la meilleure forme de gouvernement, ou l'Utopie*, Bruxelles, La Renaissance du livre.

Nader, L. (1990), *Harmony Ideology : Justice and Control in a Zapotec Mountain Village*, Stanford, Stanford University Press.

Saillant F. et M. Kilani, (2022), « Anthropen », Revue des sciences sociales, vol. 68, p. 158-171.

Scholte, J.A. (2018), « Hegemony and its practices in world politics », Dialogue of Civilizations Research Institute Blog, 24 septembre (https ://doc-research.org/2018/09/hegemony-practices-world- politics/).

Williams, R. (1977), *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press.

Published in : HEBERT, M. ; SAILLANT, F. ; BOURDAGES DUCLOT, S. (dir.), *Savoirs, utopies et production des communs*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004505, doi : 10.17184/eac.9782813004505